



Le mardi 8 octobre 2019

Bonjour,

Permettez-moi, au nom des éleveurs de porcs canadiens, de vous souhaiter, ainsi qu'à toutes les candidates et tous les candidats de votre parti, la meilleure des chances au cours de la présente période électorale, alors que vous faites campagne dans l'espoir de représenter votre collectivité en tant que sa députée ou son député à la Chambre des communes.

Je veux profiter de l'occasion pour vous faire part des cinq priorités qu'a établies le conseil d'administration du Conseil canadien du porc (CCP) et qui, à son avis, sont déterminantes pour assurer la réussite future de notre industrie. Je vous invite donc à répondre à chacune des questions qui suivent.

1. Dans quelle mesure votre parti compte-t-il investir dans l'industrie porcine?
2. Si votre parti forme le prochain gouvernement fédéral, comment vous y prendrez-vous pour maintenir un accès concurrentiel aux marchés et favoriser davantage l'essor des échanges commerciaux avec les régions de l'Asie qui sont indispensables à la croissance de l'industrie?
3. Comment votre parti soutiendra-t-il les efforts que déploie l'industrie pour prévenir l'introduction de la peste porcine africaine (PPA) au Canada?
4. Quel engagement votre parti a-t-il pris en matière de prestation des programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) qui prévoient, entre autres choses, une augmentation du financement accordé à des outils comme Agri-stabilité?
5. Est-ce que votre parti mettra en œuvre l'Office de promotion et de recherche pour le porc au cours des douze premiers mois de son mandat?

Je vous demande de bien vouloir faire parvenir vos réponses par courriel à Gary Stordy, administrateur du CCP – Affaires gouvernementales et corporatives, à l'adresse Stordy@cpc-ccp.com, et ce, avant le 16 octobre afin que le CCP ait suffisamment de temps pour transmettre vos réponses aux éleveurs de porcs de partout au Canada.

Veuillez recevoir mes plus cordiales salutations.

Rick Bergmann
Président du Conseil canadien du porc

PRIORITÉS DE L'INDUSTRIE PORCINE POUR L'ÉLECTION FÉDÉRALE 2019

Programme d'investissement stratégique

Le porc canadien fait partie d'un marché intégré, et les droits de douane qu'impose la Chine au porc américain ont causé – et continuent de causer – un effondrement des prix que reçoivent les éleveurs, ayant entraîné une perte inattendue de plus de 120 millions de dollars chez les éleveurs canadiens au cours du troisième trimestre de 2018. La situation s'est en outre aggravée depuis l'interruption des exportations canadiennes de porc vers la Chine en juin 2019, laquelle coûte plus de 10 millions de dollars chaque semaine à l'industrie.

Le gouvernement américain est conscient que la guerre commerciale a une incidence négative considérable. Pour atténuer celle-ci, on a annoncé la mise en place de deux programmes d'aide distincts de plusieurs milliards de dollars à l'intention des éleveurs.

Les droits de douane imposés par la Chine ont également donné lieu à une hausse de la demande de porc européen, qui se traduit par une augmentation des prix versés aux producteurs européens.

Et pour exacerber davantage le problème, les éleveurs de porcs canadiens sont maintenant contraints de faire concurrence, pour les intrants, aux producteurs laitiers qui eux bénéficient de paiements directs du gouvernement du Canada.

Les éleveurs n'ont pas profité de prix plus élevés ou d'un soutien financier du gouvernement. Leur position concurrentielle s'affaiblit et ils risquent de devoir cesser leurs activités.

Les éleveurs de porcs canadiens demandent que le prochain gouvernement fédéral crée un programme d'investissement stratégique doté d'une enveloppe de 265 millions de dollars afin de corriger ce déséquilibre concurrentiel.

Dans quelle mesure votre parti compte-t-il investir dans l'industrie porcine?

Commerce

L'industrie porcine canadienne génère plus de 100 000 emplois et contribue pour 23,8 milliards \$ à l'économie. Le commerce international est déterminant pour notre industrie. En effet, 70 % de la production canadienne est exportée et 30 % de la consommation intérieure est importée.

Le maintien d'un accès concurrentiel aux marchés existants et l'intensification des échanges commerciaux avec les régions de l'Asie sont cruciaux pour la croissance de l'industrie canadienne du porc.

Les éleveurs de porcs canadiens ont été informés que la Chine n'accepterait plus les produits du porc canadiens en raison d'inquiétudes en lien avec la validité des certificats d'exportation. Par conséquent, l'Agence canadienne d'inspection des aliments a cessé d'émettre des certificats d'exportations pour la Chine pour tous les produits du porc et du bœuf en date du 25 juin 2019. Cette suspension des exportations canadienne n'est pas le résultat d'inquiétudes en lien avec la salubrité alimentaire, mais plutôt de la mauvaise utilisation de la réputation du Canada comme fournisseur de produits sains et de haute qualité.

La Chine est un marché très important pour les éleveurs canadiens. En 2018, les exportations canadiennes de porc se sont élevées à près de 4 milliards de dollars, dont 514 millions de dollars sont attribuables à la Chine, ce qui fait de ce pays le troisième marché le plus important pour le porc canadien. Dans la première moitié de 2019, les ventes ont augmenté de 50% par rapport à 2018 et cette hausse de la demande est reflétée dans des prix plus élevés pour les bêtes.

Nous sommes conscients que les représentants du gouvernement canadien communiquent avec leurs homologues chinois et nous espérons une résolution rapide de cette situation. La demande pour les produits du porc demeure élevée en Chine, et les éleveurs canadiens attendent l'occasion de continuer à répondre aux besoins des acheteurs chinois.

Les producteurs de porcs du Canada demandent au gouvernement fédéral de maintenir un accès concurrentiel aux marchés existants et d'intensifier les échanges commerciaux avec les pays d'Asie qui sont cruciaux pour la croissance de l'industrie.

Si votre parti forme le prochain gouvernement fédéral, comment vous y prendrez-vous pour maintenir un accès concurrentiel aux marchés et favoriser davantage l'essor des échanges commerciaux avec les régions de l'Asie qui sont indispensables à la croissance de l'industrie?

Peste porcine africaine

La peste porcine africaine (PPA) ne constitue pas un problème en matière de salubrité alimentaire. Cela dit, le virus provoque la mort des porcs, et risque d'anéantir une industrie concurrentielle sur les marchés mondiaux rapportant 24 milliards de dollars par année. Une industrie qui génère 100 000 emplois aussi bien dans les petites collectivités rurales que dans les grands centres urbains.

La maladie est présente en Afrique, en Europe, en Russie et en Chine, et se propage rapidement dans l'Asie du Sud-Est. L'effet combiné de la hausse des déplacements personnels, des échanges commerciaux entre le Canada et ces régions ainsi que de l'augmentation de la concentration du virus dans le plasma sanguin contribue à accroître le risque d'introduction de la PPA en Amérique du Nord.

Voici quelques exemples des risques associés à l'introduction de la PPA au Canada:

- La perte des marchés d'exportation, lesquels représentent 70 % des ventes de porc.
- Un secteur handicapé d'une valeur de 24 milliards de dollars.
- Un impact sur l'économie canadienne évalué à 50 milliards de dollars.
- Des répercussions majeures sur la réputation du porc canadien.

L'industrie porcine est d'avis qu'il existe quatre grandes priorités, à savoir les suivantes.

1. **Porcs sauvages** : il faut éliminer le risque que posent les porcs sauvages. Ceux-ci sont porteurs et transmetteurs de maladies, et sont donc susceptibles de mettre en péril l'industrie. L'éradication de cette espèce envahissante est indispensable.
2. Mesures de **biosécurité** : il faut améliorer les mesures de biosécurité à la ferme et à la frontière afin de prévenir l'introduction de la maladie au Canada et dans les élevages.
3. **Zonage** : la capacité de délimiter, de mettre en place et de contrôler une zone visant à circonscrire une épidémie est essentielle pour éliminer rapidement la maladie et maintenir l'accès du Canada à ses marchés d'exportation de porcs. Les sommes investies dans la capacité de traçabilité et de surveillance des maladies sont de la plus haute importance. Le gouvernement canadien doit, de plus, négocier des accords de reconnaissance des zones avec les gouvernements des principaux marchés d'exportation.

4. **Sensibilisation du public** : tout le monde doit participer pour prévenir l'introduction de la PPA au Canada et en comprendre les répercussions si cela venait à se produire. Il est nécessaire de résoudre les difficultés liées aux communications avec un très grand nombre de différentes parties concernées, aussi bien avant que pendant une éclosion. À titre d'exemple pour mieux saisir toute la complexité de cette tâche, le Canada doit être en mesure de communiquer simultanément avec ses 7 000 éleveurs de porcs destinés à la production commerciale, ainsi qu'avec les 7 000 autres petites exploitations ou exploitations artisanales, avec ses homologues des États-Unis et du Mexique, et avec les consommateurs du Canada et des principaux marchés d'exportation. Et il faut trouver une solution unique pour chacun de ces groupes.

Les éleveurs réclament au gouvernement fédéral une collaboration continue et un financement pluriannuel en vue de donner suite à ces quatre priorités relatives à la PPA.

Comment votre parti soutiendra-t-il les efforts que déploie l'industrie pour prévenir l'introduction de la peste porcine africaine (PPA) au Canada?

Programme de gestion des risques de l'entreprise

La série actuelle de programmes de gestion des risques d'entreprise ne fonctionne pas bien.

- Les programmes offerts ne sont pas équitables pour les éleveurs de porcs. Presque 50 % des fonds sont dépensés en assurance-récolte. Le secteur de l'élevage n'a pas accès à un programme correspondant d'assurance-décès pour animaux.
- Les programmes offerts n'aident pas à faire face à l'extrême volatilité du secteur porcin.
- Les limites maximales de paiements ne reflètent pas l'échelle des exploitations porcines commerciales. Ainsi, la limite de 10 000 \$ prévu dans le programme Agri-investissement représente moins de trois jours de coûts d'alimentation animale pour une exploitation de naissage-finition de 600 truies.
- Une insistance sur la neutralité des coûts a freiné la capacité du gouvernement à améliorer la série de programmes existants.

Les éleveurs de porcs du Canada demandent au fédéral et aux gouvernements provinciaux d'établir des programmes efficaces de gestion des risques d'entreprise.

Quel engagement votre parti a-t-il pris en matière de prestation des programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) qui prévoient, entre autres choses, une augmentation du financement accordé à des outils comme Agri-stabilité?

Office canadien de promotion et de recherche pour le porc

Les éleveurs de porcs canadiens ont ciblé la promotion et la recherche comme outils pour renforcer les marchés pour les porcs et les produits du porc, pour optimiser l'efficacité de la production, pour augmenter la consommation domestique et pour hausser les revenus au bénéfice de toute la chaîne de valeur.

Nos membres sont préoccupés par le peu de progrès réalisé sur le dossier de l'Office canadien de promotion et de recherche pour le porc depuis que le Conseil des produits agricoles du Canada a publié son rapport concernant notre demande en avril 2016.

La proposition a déjà un support exhaustif des éleveurs canadiens qui investissent déjà dans une série d'activités visant la recherche et le développement de marchés.

- L'industrie canadienne du bœuf a un programme du genre depuis 2002. Les producteurs laitiers et les autres secteurs régis par la gestion de l'offre incluent les coûts de recherche et de promotion à même leur formule de calcul des coûts de production.
- L'industrie du porc américaine a placé un prélèvement sur les importations de porc en 1985. Les éleveurs canadiens contribuent ainsi plus de 6.5M\$ annuellement à améliorer la position concurrentielle de l'industrie américaine.

Les éleveurs demandent au gouvernement fédéral de mettre en place un office de promotion et de recherche pour le porc.

Est-ce que votre parti mettra en œuvre l'Office de promotion et de recherche pour le porc au cours des douze premiers mois de son mandat?